



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DE L'ÉNERGIE,
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE LA MER
en charge des Technologies vertes et des Négociations sur le climat

Direction Régionale de l'Industrie
de la Recherche et de l'Environnement du Centre


Parçay-Meslay, le

- 7 12, 2009

Groupe de Subdivisions d'Indre-et-Loire


Monsieur le Préfet d'Indre-et-Loire
Bureau de l'Environnement
et de l'Urbanisme
BP 3208
37925 TOURS CEDEX 9

Michel VUILLOT
Directeur

Référence : DY/DY/RAPAUTO.2009
Affaire suivie par : dominique.yvon@industrie.gouv.fr
Tél. : 02 47 46 49 21 - Fax : 02 47 44 63 89
Vérfié par : 

Rapport de l'Inspection des Installations Classées
à
Monsieur le Préfet d'Indre-et-Loire

I- OBJET DE LA DEMANDE

Par transmission en date du 27 avril 2009, Monsieur le Préfet d'Indre-et-Loire a adressé au Service de l'inspection des installations classées du Groupe de Subdivisions d'Indre-et-Loire de la DRIRE Centre le dossier des enquêtes publique et administrative relatives à la demande de Monsieur , Gérant de la société CYCLIA, visant à être autorisé à poursuivre l'exploitation, sur le site de la ZI "Les Perchées" -37320 TRUYES les installations visées dans le tableau ci-après.

PJ : 1 projet d'arrêté
Copie à : DRIRE -DEISS

Présent
pour
l'avenir

6, rue Charles de Coulomb
45077 ORLEANS CEDEX 2
Tél. : 02 38 41 76 00 - Fax : 02 38 56 43 31
<http://www.centre.drire.gouv.fr>



II- OBJET DE LA DEMANDE

➤ Nature et volume des activités

| Rubrique | A D | Libellé de la rubrique (activité) | Nature de l'installation | Critère de classement | Seuil du critère | Volume |
|------------|--------|--|--|--|---------------------|---------------------|
| 167.a | A | Station de transit de déchets industriels provenant d'installations classées | Station de transit de : déchets non dangereux | | | 5100 t/an |
| 322.A | A | Station de transit d'ordures ménagères et autres résidus urbains | | | | |
| 98 bis.B.1 | A | Dépôts de matières usagées combustibles à base de caoutchouc, élastomères, polymères, installés sur un terrain isolé bâti ou non, situé à moins de 50 m d'un bâtiment habité ou occupé par des tiers | Dépôt de déchets plastiques | Volume du dépôt | >150 m ³ | 2500 m ³ |
| 2661.2.a | A | Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques). Transformation de | Broyage de déchets plastiques | Quantité de matières susceptibles d'être traitée | ≥20 t/j | 20 t/j |

A autorisation

D déclaration

➤ Description de l'établissement

Le site dont la surface totale est de 7450 m², ne comprend qu'un seul bâtiment.

Les principaux équipements présents à l'intérieur du bâtiment de 1200 m² de surface sont :

- 1 presse à balles,
- 5 broyeurs.

Les parois et le sol du bâtiment sont réalisés en matériaux béton, la charpente est métallique. La toiture, réalisée en éléments incombustibles, comporte sur 2% de sa surface des matériaux fusibles permettant, en cas d'incendie, d'évacuer les fumées.

➤ Implantation de l'établissement

L'établissement est implanté depuis 2006 sur le site de la ZI "Les Perchées" à TRUYES (zone UE).

L'environnement de la Société se compose comme suit :

- côté Nord : la forêt dite "Tailles de la Boissière" et une carrière de calcaire ;
- côté Sud : terrains à vocation agricole et à environ 700m, un espace boisé ;
- côté Ouest : la carrière de calcaire et des terrains agricoles ;
- côté Est : principalement de bâtiments à vocation industrielle ou artisanale (le plus proche étant situé à moins de 50 m) et des terrains agricoles.

Les habitations les plus proches se situent à environ 250 m des installations.

➤ Les installations

La Société CYCLIA transforme des déchets plastiques par broyage et mise en balles.

La quantité annuelle de déchets reçus sur le site est de 5100 t/an soit en moyenne 20 t/j.

A l'extérieur du bâtiment, les déchets plastiques sont stockés sur une aire bitumée, dans des bennes, des box métalliques ou encore dans des big bag.

➤ **Cadre administratif de l'instruction**

L'établissement a fait l'objet du récépissé de Déclaration N°17964 en date du 24/08/2006 relatif à la transformation et au stockage de polymères, rubriques N°2661 et 2662 de la nomenclature des installations classées (classement erroné sous la rubrique N°2662).

Le dépôt de 2500 m³ de matières plastiques usagées relève de la rubrique N°98 bis.B.1 et donc de l'Autorisation.

➤ **PROCEDURE D'INSTRUCTION**

➤ **Enquête publique**

L'enquête publique à laquelle la demande de l'exploitant a été soumise s'est déroulée du 16 mars au 17 avril 2009.

Aucune observation n'a été enregistrée dans le cadre de cette enquête.

Avis du commissaire enquêteur

Le commissaire enquêteur a émis un avis favorable à la demande formulée par la Société CYCLIA.

➤ **Avis des conseils municipaux**

Commune de TRUYES - séance du 25 mars 2009

Avis favorable.

➤ **Avis des services consultés**

Le Bureau de l'Environnement et de l'Urbanisme de la Préfecture d'Indre-et-Loire a adressé à l'Inspection des Installations Classées les 27 avril et 5 mai 2009 les avis des Services ; ces avis sont les suivants :

Service Interministériel de Défense et de Protection Civile - Avis du 23 février 2009

Le SIDPC précise que l'établissement se situe sur une commune :

- qui possède un Plan de Prévention des Risques naturels prévisibles inondation (P.P.R.),
- qui est traversée par une canalisation de transport de gaz naturel haute pression.

Service Départemental d'Incendie et de Secours d'Indre-et-Loire - Avis du 17 mars 2009

Le SDIS indique que l'étude du service Prévision concerne :

- l'accessibilité des engins de secours,
- les mesures constructives des bâtiments et les mesures de prévention consécutives à l'étude des dangers,
- la défense extérieure contre l'incendie.

Ce Service précise que l'étude liée à la prévention des risques d'incendie, d'explosion et de pollution n'appelle pas de remarque particulière.

Direction régionale de l'environnement CENTRE - Avis du 17 avril 2009

La Diren a fait les observations suivantes :

Après examen et sans préjuger des observations complémentaires du service départemental de police de l'eau, la Diren émet un avis favorable à cette demande.

**Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle
d'Indre-et-Loire - Avis du 18 mars 2009**

Absence d'observation.

**Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine d'Indre-et-Loire - Avis du
18 mars 2009**

Absence de remarque.

Délégation inter-services de l'eau et de la nature - Avis du 24 avril 2009

Avis favorable "sous réserve de la mise en place d'un dégrilleur sur le collecteur des eaux de ruissellement avant leur rejet au réseau pluvial afin de piéger les déchets flottants".

Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales - Avis du 28 avril 2009

La DASS a précisé que l'examen du dossier de l'exploitant n'appelle pas d'observation particulière. "Cependant, l'origine de l'Alimentation en Eau Potable (A.E.P.) du site aurait pu être précisée. Ce sont les forages situés au lieu-dit "Les Taillis" à Esvres-sur-Indre (Syndicat Intercommunal de Production de Truyes, Esvres, Cormery), dont les nappes exploitées sont le ludien (calcaires lacustres) et le cénomanien qui alimentent en A.E.P. le site.

Direction Départementale de l'Équipement d'Indre-et-Loire - Avis du 29 avril 2009

L'avis de la DDE est le suivant :

Le site : la société CYCLIA intervient dans la transformation de déchets plastiques par broyage, mise en balles ou reconditionnement de façon à permettre la réutilisation de cette matière.

Le projet concerne la régularisation administrative de la société mais également la prise en compte du développement de ses activités. Les capacités de stockage du site sont notablement augmentées, un nouveau produit sera traité : le caoutchouc élastomère polymère, puis le transit et le tri de déchets industriels provenant des ICPE constitueront une activité supplémentaire de la société.

Urbanisme : la commune de Truyes possède un PLU approuvé le 13 janvier 1986 et dont la 5^{ème} modification a été approuvée le 2 avril 2008.

Le site est situé en zone UE du PLU. Cette zone dite "d'activités" est réservée aux installations à caractère industriel, commercial ou artisanal ainsi qu'aux bureaux, entrepôts et activités supports.

Les installations à usage industriel y sont autorisées, la présence de l'établissement est donc en conformité avec le PLU de la commune de Truyes.

Le règlement du PLU précise dans son chapitre relatif à la "desserte par les réseaux" qu'en l'absence de réseau collectif, l'assainissement individuel peut-être autorisé après accord des services compétents. Les dispositifs de traitement doivent être conçus de façon à pouvoir se raccorder ultérieurement au réseau collectif dès réalisation de celui-ci.

Paysage - environnement du site - intégration : La société CYCLIA jouxte des établissements industriels ou artisanaux. Quelques terrains à vocation agricole sont présents, ainsi qu'une forêt : "Tailles de la Boissière" et une carrière. Des habitations sont également identifiées, la plus proche se situant à 500 m de l'établissement. Cependant, un autre chapitre du dossier évoque la présence d'habitations à 256 m, 305 m et 354 m, il existe donc une incohérence entre ces deux parties de l'étude d'impact.

Le paysage apparaît donc diversifié. La surface du site examiné est majoritairement imperméabilisée (béton et bitume), son intégration est compatible avec le paysage industriel de la zone. Seul le stockage des déchets dans des bennes et des big bags, des cages métalliques ou des palettes, peut procurer une image peu esthétique du site.

Faune - flore : Il n'existe pas d'intérêt écologique particulier sur la parcelle dédiée aux activités de la société CYCLIA. Cependant, la présence de plusieurs ZNIEFF est à noter mais à une distance supérieure à 1000 mètres du site.

Hydrologie : L'établissement est dans le bassin versant de l'Indre mais suffisamment éloigné pour ne pas être sujet au risque inondation.

Infrastructures : L'accès au site se fait depuis la RD 45 et la voie de desserte communale. Le trafic induit par l'établissement CYCLIA présente 16 VL et 2 PL par jour.

Bruit : Les nuisances sonores sont directement liées au trafic routier, cependant une campagne de mesure a été réalisée le 4 avril 2008 sans prendre en compte l'activité des installations dans un premier temps. Les résultats étaient conformes aux exigences réglementaires. Ensuite, des mesures intégrant les activités CYCLIA ont mis en évidence le respect des dispositions relatives aux émergences sonores (*les équipements les plus bruyants sont les broyeurs*).

Assainissement : Les eaux pluviales du site (voirie + toiture + aires de stationnement) sont raccordées au réseau d'eaux pluviales de la ZI. De plus, il est fait état de la présence d'un ancien déshuileur en partie arrière du site. Il est par ailleurs évoqué dans le chapitre relatant "la production de déchets sur le site et leur filière de traitement" la prise en charge de 1 T/an de boues et 2 m³ d'eaux et hydrocarbures. Cela correspond t-il à la vidange de l'ancien déshuileur qui fonctionnerait actuellement ?

Suite à la réalisation d'aménagements sur recommandation du SDIS, les eaux d'extinction d'incendie seront confinées afin d'éviter des pollutions accidentelles du milieu naturel

En revanche, les eaux usées ne sont pas raccordées et sont traitées en mode autonome. Le dispositif d'assainissement n'est pas précisé dans le dossier.

Le sujet du traitement des eaux pluviales et des eaux usées, eu égard aux prescriptions de PLU (cf. paragraphe urbanisme) mérite d'être explicité".

En conséquence, cette Direction dit "proposer un avis favorable à la demande formulée par la société CYCLIA, en demandant que soit expliqué en détail l'assainissement des eaux usées et l'utilisation de "l'ancien déshuileur".

➤ Réponses apportées par l'industriel

Le 24 juin 2009, nous avons communiqué à l'exploitant copie de l'avis exprimé par la DDE et lui avons demandé de fournir un mémoire en réponse.

Dans son mémoire daté du 27 juillet 2009, l'exploitant indique notamment que :

1- En ce qui concerne le dispositif d'assainissement autonome

Il s'agit d'une fosse toutes eaux d'un volume de 10 m³. Elle n'est pas raccordée à un système d'épandage et les eaux usées sont confinées dans cette fosse.

A l'origine, cette fosse avait été dimensionnée pour un effectif d'environ 25 personnes. En l'état, cet outil est surdimensionné par rapport à l'effectif actuel de 5 à 6 personnes.

L'entretien périodique de cette fosse sera confié à une société spécialisée.

Enfin lorsqu'un réseau de collecte des eaux usées sera installé sur la zone d'activité, la fosse sera condamnée et l'établissement sera raccordé au réseau.

2- En ce qui concerne le déshuileur

Le déshuileur avait été mis en place par le propriétaire précédent afin de collecter et traiter les eaux de lavage du bâtiment.

CYCLIA n'utilise pas d'eau dans ses procédés.

Dans son avis complémentaire du 21 août 2009, la DDE indique que le "mémoire en réponse de l'exploitant satisfait aux interrogations qui subsistaient" et que de ce fait, l'avis favorable émis est confirmé.

➤ **MESURES PRISES POUR PRÉSERVER L'ENVIRONNEMENT DU SITE**

➤ **Dispositions retenues en référence au dossier déposé par le pétitionnaire**

Mesures prises ou envisagées pour supprimer, limiter et si possible compenser les inconvénients

1- Risques chroniques

Eau

L'établissement ne rejette pas d'eaux industrielles.

Les déchets, non dangereux, stockés ne sont pas souillés.

Du fait de l'absence localement de réseau communal des eaux usées, les eaux domestiques sont traitées dans une installation autonome.

Air

Les broyeurs sont équipés de cyclone de dépoussiérage.

Bruit

Les principales sources de nuisances sonores ont pour origine les opérations de broyage des déchets plastiques réalisées à l'intérieur du bâtiment ainsi que la circulation routière sur les voies d'accès. Les mesures de bruit réalisées le 3 avril 2008 par OUEST PERFORMANCES montrent que les niveaux sonores respectent les critères d'émergence retenus -5 dB (A)- par l'arrêté ministériel du 23/01/1997 relatif aux bruits émis par les installations classées étant précisé que les installations ne fonctionnent qu'en période diurne.

2- Mesures propres à réduire la probabilité et les effets des accidents

Début 2008, à la demande de l'exploitant, le site a fait l'objet d'une visite du SDIS qui a formulé un certain nombre de recommandations, toutes mises en œuvre :

- rétention incendie du bâtiment par l'installation d'un accès à seuil ;
- rétention incendie extérieure par création d'un volume d'environ 290 m³ (demande du SDIS : 240 m³) ;
- mise en place d'une vanne de coupure du réseau d'eau pluviale ;
- libération d'une zone de 10 m de large entre le bâtiment et les stockages extérieurs de déchets.

Les flux thermiques susceptibles de résulter d'un incendie affectant le stock de matières plastiques situé à l'intérieur du bâtiment ainsi que la zone extérieure de stockage ont fait l'objet de calculs. Les conclusions de cette étude quant à ces zones d'effets (zones correspondant aux effets irréversibles : 3 kW/m², aux premiers effets létaux : 5 kW/m² et aux effets létaux significatifs : 8 kW/m²) montrent qu'elles sont inscrites à l'intérieur du site à l'exception :

- de la zone des effets irréversibles (correspondant à un flux de 3 kW/m²) résultant d'un incendie affectant le dépôt intérieur de matières plastiques, laquelle toucherait un chemin rural ;
- de la zone des effets irréversibles (correspondant à un flux de 3 kW/m²) résultant d'un incendie affectant le dépôt extérieur de matières plastiques à broyer, laquelle déborde légèrement sur la propriété d'entreprises voisines sans toutefois impacter les bâtiments. A ce propos, l'étude de dangers indique que le stock de déchets plastiques pourra être déplacé afin que l'ensemble des flux thermiques soient inscrits à l'intérieur du site.

➤ **Dispositions retenues en relation avec la procédure d'instruction**

Le projet d'arrêté préfectoral joint au présent rapport repose sur les dispositions de l'arrêté ministériel du 02/02/98 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ainsi que sur les dispositions afférentes à la rubrique N°2661 susvisée de la nomenclature des installations classées (arrêté ministériel du 24/01/2000) ; il reprend également la demande de la Disen (mise en place d'un dégrilleur sur le collecteur des eaux de ruissellement avant leur rejet au réseau pluvial afin de piéger les déchets flottants) et vise à faire en sorte que les effets thermiques qui résulteraient d'un incendie affectant le stockage extérieur de déchets plastiques soient entièrement inscrits à l'intérieur du site (déplacement du stockage extérieur à une distance de 20 m minimum des limites de propriété afin de contenir à l'intérieur des limites de propriété y compris la zone des effets irréversibles : 19,70 m selon le calcul).

➤ **AVIS DU SERVICE INSTRUCTEUR**

Aucune observation n'a été enregistrée au cours de l'enquête publique.

Le commissaire enquêteur a émis un avis favorable.

Le conseil municipal de TRUYES a émis un avis favorable.

Les Services consultés dans le cadre de la procédure administrative ont émis un avis favorable assorti ou non de demandes, lesquelles demandes ont fait l'objet d'un mémoire de l'exploitant qui a satisfait la DDE.

Dans ces conditions, considérant ce qui précède, l'inspection des installations classées est favorable à la demande de Monsieur ZEHR, Gérant de la société CYCLIA, visant à être autorisé à poursuivre l'exploitation, sur le site de la ZI "Les Perchées" -37320 TRUYES des installations visées dans le tableau du paragraphe II ci-dessus.

L'avis, favorable, de l'inspection des installations classées est cependant conditionné par le respect du projet de prescriptions techniques joint au présent rapport.

➤ **CONCLUSION ET PROPOSITIONS**

En application de l'article R. 512-25 du décret n° 2007-1467 du 12 octobre 2007 relatif au livre V de la partie réglementaire du code de l'environnement et modifiant certaines autres dispositions de ce code, le présent rapport ainsi que les propositions du service de l'Inspection des Installations Classées concernant les prescriptions techniques envisagées seront présentés au Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques.

L'inspecteur des installations classées


Dominique YVON

Vu et transmis avec avis conforme,
A monsieur le préfet d'Indre-et-Loire,
Pour le directeur et par délégation,

Le Chef du Groupe de Subdivisions d'Indre-et-Loire


Olivier ROCHE